

**Point de presse de la porte-parole -
Union européenne / Conférence
inaugurale de Mme Nathalie
Loiseau à l'école des affaires
internationales de Sciences Po -
Yémen**
(Paris, 04 septembre 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu à la question suivantes :

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, prononcera mercredi 5 septembre à 16h15 la conférence inaugurale de l'école des affaires internationales de Sciences Po, à l'invitation de son doyen, l'ancien chef du gouvernement italien, M. Enrico Letta, et du directeur de Sciences Po, M. Frédéric Mion.

Elle dressera un état des lieux de la situation de l'Union européenne et des principaux défis auxquels elle est aujourd'hui confrontée. L'Union européenne est plus que jamais indispensable pour pouvoir protéger les Français et les Européens. La ministre présentera la politique européenne de la France et répondra aux questions des étudiants, originaires de plus de 100 pays.

Cette conférence est ouverte à la presse. Elle pourra également être suivie en direct sur le site de Sciences Po : <https://livestream.com/sciencespo/events/8355959>

Q - Comment la France réagit-elle aux résultats de la commission d'enquête de la Coalition sur la frappe aérienne du 9 août dernier ?

R - La France prend note de la présentation des résultats de la commission d'enquête mise en place par la Coalition à la suite de la frappe aérienne du 9 août ayant causé la mort de dizaines de civils dont 40 enfants à Saada dans le nord du Yémen.

Elle prend acte des regrets exprimés par les membres de la Coalition pour les erreurs commises et les encourage à donner suite aux mesures annoncées pour apporter une compensation aux familles des victimes et pour appliquer des sanctions aux responsables de ces erreurs, ainsi que pour réviser les règles d'engagement de la Coalition.

La France rappelle la nécessité que le droit international humanitaire soit pleinement respecté dans la conduite des hostilités, particulièrement le principe de proportionnalité et de protection des civils, au Yémen comme partout./.

